

www.coe.int/TCY

Strasbourg, 9 juin 2017

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

T-CY (2017)13

Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)

T-CY 17

17e Plénière du T-CY

Strasbourg, 7 – 9 juin 2017

Rapport de réunion

1 Introduction

La 17^e réunion plénière du Comité T-CY, qui s'est déroulée à Strasbourg du 7 au 9 juin 2017 sous la présidence d'Erik PLANKEN (Pays-Bas), a été ouverte par Gabriella BATTAINI-DRAGONI, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe. Quelque 170 représentants d'États Parties et Observateurs y ont participé.

La plénière a été précédée d'une réunion du groupe de travail du T-CY sur la cyber-violence à l'égard des femmes et des enfants.

2 Décisions

Le T-CY a décidé :

Point 2 de l'ordre du jour : état des signatures, ratifications et adhésions à la Convention de Budapest et à son Protocole

- d'accueillir avec satisfaction les ratifications ou adhésions à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité (STE 185) intervenues depuis la dernière plénière au titre d'Andorre, du Chili, de la Grèce, de Monaco, du Sénégal et du Tonga, ainsi que la signature des deux instruments par Saint-Marin, et de prendre note que 46 des 47 États membres du Conseil de l'Europe ont désormais signé ou ratifié la Convention ;
- d'accueillir avec satisfaction les ratifications ou adhésions récentes du protocole additionnel sur la xénophobie et le racisme au moyen de systèmes électroniques (STE 189) intervenues au titre d'Andorre, de la Grèce, de la République de Moldova, de Monaco et du Sénégal ;
- d'encourager tous les États Parties à la Convention de Budapest à signer et/ou ratifier le protocole sur la xénophobie et le racisme ou à y adhérer ;
- d'inscrire la mise en œuvre du Protocole sur la xénophobie et le racisme à l'ordre du jour des futures sessions plénières, étant donné l'importance croissante des questions couvertes par cet instrument ;
- de prendre note des mesures en cours en vue de la ratification de ou de l'adhésion à la Convention et à son Protocole par l'Argentine, la Colombie, le Costa-Rica, le Ghana, le Mexique, le Maroc, le Paraguay, le Pérou et les Philippines ;
- de se féliciter de l'intérêt pour la Convention de Budapest exprimé par les Observateurs ad-hoc du Belarus, du Cap-Vert, de la Jordanie, de la Malaisie, de la Nouvelle-Zélande, du Nigéria et de la Tunisie et, à cet égard, de prendre note avec satisfaction de l'intervention de Mme Azalina Binti Othman Said, ministre de la Justice de la Malaisie, qui s'est adressée au T-CY ;
- d'encourager les États qui ont signé la Convention ou été invités à y adhérer en deviennent Parties dès que possible ;
- de demander au Bureau et au Secrétariat du T-CY d'organiser des visites du T-CY dans les États qui ont signé la Convention ou ont été invités à y adhérer afin de faciliter la bonne conclusion du processus ;
- d'inviter les membres du T-CY à soutenir le processus d'adhésion, notamment en consultation avec leurs Représentations respectives à Strasbourg, conformément au programme de travail du T-CY ;

- de rappeler aux États que les instruments d'adhésion ou de ratification doivent contenir des déclarations relatives aux autorités compétentes en matière d'extradition (article 24 de la Convention de Budapest) et d'entraide judiciaire (article 27) ainsi que concernant le point de contact 24/7 (article 35);
- de souligner la valeur et la pertinence mondiales de la Convention de Budapest comme le montrent les participants du T-CY venus de tous les continents ;

Point 3 de l'ordre du jour : informations communiquées par les Parties et les Observateurs – Tour de table

- de prendre note avec intérêt des informations communiquées sur les politiques en matière de cybercriminalité, les évolutions législatives, la formation ou de grosses affaires par l'Albanie, Andorre, l'Argentine, l'Arménie, l'Australie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, le Belarus, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Canada, le Cap-Vert, le Chili, la Colombie, la Croatie, la République tchèque, le Danemark, la République dominicaine, l'Estonie, la Finlande, la France, la Géorgie, l'Allemagne, le Ghana, la Hongrie, Israël, l'Italie, le Japon, le Lettonie, le Liechtenstein, la Malaisie, l'Ile Maurice, le Mexique, la République de Moldova, le Monténégro, Monaco, le Maroc, les Pays-Bas, la Norvège, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Fédération de Russie, le Sénégal, la Slovaquie, la Slovénie, l'Espagne, le Sri Lanka, la Suisse, « l'ex-République yougoslave de Macédoine », le Tonga, la Turquie, l'Ukraine, le Royaume-Uni et les États-Unis ;

Point 4 de l'ordre du jour : Dialogue avec des organisations internationales et des comités du Conseil de l'Europe (observateurs auprès du T-CY)

- de marquer sa satisfaction à l'égard des informations communiquées par l'Union européenne (Commission européenne, Conseil de l'Union européenne, EUROPOL et ENISA), le Secrétariat du Commonwealth, INTERPOL et l'Organisation des États américains (OEA), ainsi que le CDMSI (Comité directeur sur les médias et la société information) et le PC-OC (Comité d'experts sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération dans le domaine pénal) du Conseil de l'Europe ;

Point 5 de l'ordre du jour : Études de cas

- de prendre note avec intérêt des études de cas présentées par Israël, la Norvège, le Portugal et la Fédération de Russie ;
- d'inscrire des études de cas à l'ordre du jour des prochaines plénières en vue de partager les expériences pratiques ;

Point 6 de l'ordre du jour : Groupe sur les preuves dans le Cloud : mandat pour la préparation d'un projet de Protocole à la Convention de Budapest

- d'adopter le mandat pour la préparation d'un projet de Deuxième Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité ;
- d'inviter tous les États Parties à nommer des experts pour le Groupe de rédaction, sans défraiement des dépenses, et dans ce contexte de prendre en compte avec satisfaction de l'engagement de la France, de la Roumanie et des États-Unis à désigner des membres à leurs propres frais ;

- d'élire l'Autriche, le Chili, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Sénégal et le Tonga au Groupe de rédaction sans défraiement des coûts ;
- de tenir la première réunion du Groupe de rédaction au Conseil de l'Europe à Strasbourg les 19 et 20 septembre 2017 à la suite de la réunion du Bureau du T-CY le 18 septembre ;

Point 7 de l'ordre du jour : 3e cycle des évaluations du T-CY concernant l'article 13 sur les sanctions et mesures

- d'adopter le rapport sur l'évaluation de l'article 13 relatif aux sanctions et mesures ;

Point 8 de l'ordre du jour : Fonctionnement du réseau des points de contact 24/7

- de prendre note des résultats des « ping tests » réalisés par le Secrétariat du T-CY pour vérifier le fonctionnement des points de contact 24/7, et d'inviter les représentants au T-CY à assurer le suivi au niveau de leur pays pour clarifier au besoin les responsabilités, les informations relatives au contact et les procédures à suivre ;
- d'encourager les Parties à faire en sorte que leurs Points de contact participent à la réunion du Réseau des Points de contact au titre de l'article 35 de la Convention de Budapest ; cette réunion se tiendra à La Haye les 26/27 septembre 2017 avant la Conférence EUROPOL/INTERPOL sur la cybercriminalité ;
- pour ce qui est de l'autorité compétente pour délivrer des demandes de conservation conformément à l'article 29, de prendre note du large soutien pour que l'article 29 de la Convention de Budapest laisse à chaque Partie le soin de déterminer quelle sera cette autorité, et que les motifs de refus au titre de l'article 29 soient limités et ne prévoient pas que le point de contact soit une autorité de police ;
- d'inviter les Parties et Observateurs à transmettre leurs observations sur la « Note par le Bureau du T-CY concernant l'autorité compétente pour délivrer une demande de conservation » (T-CY (2017)13) d'ici le 15 juillet 2017 pour permettre au Bureau d'élaborer un avis pour examen par la T-CY 18 (novembre 2017) ;

Point 9 de l'ordre du jour : Suites au rapport d'évaluation sur l'entraide judiciaire (Mutual Legal Assistance - MLA)

- d'inviter les Parties et Observateurs à transmettre leurs observations au Secrétariat d'ici le 15 juillet 2017 pour permettre au Bureau d'examiner le projet de rapport sur les suites données au rapport sur la MLA et permettre une discussion détaillée à la T-CY 18 (novembre 2017) ;
- d'encourager d'autres Parties et Observateurs à transmettre leurs réponses au questionnaire d'ici le 15 juillet 2017 ;

Point 10 de l'ordre du jour : Groupe de travail sur le cyber-harcèlement

- de prendre note des travaux en cours au sein du Groupe de travail sur la « cyber-violence » du T-CY ;
- d'inviter les Parties et Observateurs à communiquer au Groupe de travail des informations supplémentaires sur les réponses nationales à la cyber-violence ainsi que sur des affaires (si possible en utilisant un formulaire modèle proposé par le Groupe de travail) d'ici le 15 juillet 2017 ;

Point 11 de l'ordre du jour : Financement du T-CY pour 2017/18

- de prendre note avec satisfaction des contributions volontaires récentes de la Hongrie, de Monaco, de la Slovaquie et des États-Unis en faveur du projet Cybercrime@Octopus pour 2017, notamment en vue du soutien au T-CY ;
- d'inviter les Parties et Observateurs à apporter des contributions supplémentaires, de préférence non affectées, au projet Cybercrime@Octopus, pour aider à assurer le fonctionnement du T-CY en 2017-2019;

Point 12 de l'ordre du jour : Activités des projets de consolidation des capacités et du Bureau du Programme Cybercriminalité du Conseil de l'Europe (C-PROC)

- de prendre note avec satisfaction de la portée croissante des activités de consolidation des capacités mises en œuvre par le biais du Bureau du Programme Cybercriminalité du Conseil de l'Europe (C-PROC) en Roumanie ;
- de remercier les donateurs (Estonie, Hongrie, Japon, Monaco, Roumanie, Slovaquie et États-Unis) pour leurs contributions volontaires en faveur de la consolidation de capacités, et l'Union européenne pour le financement apporté au titre de programmes conjoints du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne ;
- d'inviter le Conseil de l'Europe :
 - à mettre à disposition en particulier aux États Parties, Signataires et invités à adhérer à la Convention de Budapest toute la gamme des activités de consolidation des capacités, notamment la formation, sur le terrain ;
 - à soutenir tout État intéressé par la Convention de Budapest à consolider sa législation interne en matière de cybercriminalité et de preuve électronique ;
 - à contribuer aux activités pertinentes d'organisations partenaires ;

Point 14 de l'ordre du jour : Prochaine réunion du T-CY

- à tenir la 18^e réunion plénière du T-CY à Strasbourg sur la période du 27 au 29 novembre, sous réserve de disponibilité des fonds nécessaires, et à consacrer le 3^e jour de la réunion aux travaux sur le 2^e Protocole additionnel à la Convention de Budapest.

3 Annexe

3.1 Ordre du jour annoté

Ordre du jour annoté

(Veuillez noter que les points de l'ordre du jour marqués d'un * sont indiqués pour décision des membres représentant les Parties contractantes à la Convention de Budapest)

1. Ouverture de la 17 ^e réunion plénière et adoption de l'ordre du jour
2. État des signatures, ratifications et adhésions à la Convention de Budapest et son Protocole Les participants sont invités à examiner l'état des signatures, des ratifications ou des adhésions de divers pays.
3. Informations communiquées par les Parties et les observateurs – Tour de table Les participants sont invités à présenter des informations sur les évolutions législatives, les principaux dossiers, les événements importants, la formation dispensée à d'autres pays, y compris par des organisations internationales, etc. Les signataires et les États invités à adhérer sont priés de rendre compte des progrès accomplis en vue de la ratification de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité et de son Protocole sur la xénophobie et le racisme et de l'adhésion à ces instruments. Brèves interventions (2 minutes par intervention).
4. Dialogue avec des organisations internationales (observateurs du T-CY) Les représentants des organisations internationales ayant le statut d'observateur auprès du T-CY sont invités à présenter les activités pertinentes et à échanger avec les membres du TCY. Sont observateurs la Commission de l'Union africaine, le Secrétariat du Commonwealth, l'Union européenne (Commission, ENISA, EUROJUST, EUROPOL), INTERPOL, l'UIT, l'OEA, l'OCDE, l'OSCE, l'ONUDC et le G7.
5. Cas concrets Les Parties et observateurs sont invités à présenter un ou plusieurs exemples d'attaques contre des infrastructures d'information essentielles ou d'autres types de cybercriminalité.
6. Groupe sur les preuves dans le nuage : Mandat pour la préparation d'un projet de Protocole à la Convention de Budapest* Le T-CY est invité à examiner le projet de mandat préparé par le Groupe sur les preuves dans le nuage en vue de son adoption.
7. 3 ^e cycle d'évaluation du T-CY consacré à l'article 13 (sanctions et mesures)* Le Bureau du T-CY présentera le projet de rapport d'évaluation pour examen par la plénière en vue de son adoption.
8. Fonctionnement du réseau de points de contact 24/7

Les Parties sont invitées à tenir un échange de vues sur le fonctionnement des points de contact 24/7 (article 35 de la Convention de Budapest) et notamment sur les dossiers récents et les difficultés rencontrées.

Le Secrétariat donnera des informations sur le dernier « test Ping » en date et sur l'atelier de formation des points de contact 24/7 (prévu pour septembre 2017 à la Haye avant la conférence EUROPOL/INTERPOL sur la cybercriminalité).

9. Suites à donner au rapport d'évaluation sur l'entraide judiciaire*

Ce point étant le thème majeur de la réunion plénière du T-CY, quatre à six heures lui seront consacrées. Les Parties et observateurs sont encouragés à inclure parmi les membres de leur délégation des spécialistes de la question de l'entraide judiciaire.

Le Bureau du T-CY présentera un projet de rapport sur les suites à donner par les Parties et observateurs aux recommandations relatives à l'entraide judiciaire, sur la base des informations reçues des États.

Les Parties et États observateurs sont invités à présenter des bonnes pratiques et à examiner dans le détail les conclusions du rapport.

10. Groupe de travail sur le cyberharcèlement

Le Groupe de travail du T-CY sur le cyberharcèlement et d'autres formes de violence en ligne fera le point sur la cartographie en cours.

11. Dotations financières du T-CY pour 2017/2018

Le Secrétariat informera les participants de l'état des ressources financières dont disposera le T-CY en 2017 et 2018.

Conformément à la décision sur le financement du T-CY prise à la 9^e réunion plénière, les Parties sont invitées à envisager d'apporter une aide financière au T-CY par des contributions volontaires au projet CYBERCRIME@OCTOPUS.

12. Activités des projets de renforcement des capacités et Bureau de programme du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité (C-PROC)

Le Secrétariat fera le point sur les projets de renforcement des capacités et sur le [Bureau de programme du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité](#) (C-PROC) de Bucarest.

13. Divers

14. Prochaine réunion du T-CY*

Les membres du T-CY sont invités à se prononcer sur la proposition de tenir la 18^e réunion plénière du 27 au 29 novembre 2017.

Cette proposition est faite sous réserve de la disponibilité du financement.

3.2 Liste des participants

1. Membres du Bureau

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
NETHERLANDS (T-CY Chair)	Erik PLANKEN Cloud Evidence Group and Cyberbullying Group member (T-CY representative)	Senior Policy Advisor Cybercrime Law Enforcement Department Ministry of Justice
ROMANIA (T-CY Vice-chair)	Cristina SCHULMAN Cloud Evidence Group and Cyberbullying Group member (T-CY representative)	Legal adviser Department for International Law and Judicial Cooperation Ministry of Justice
CANADA	Gareth SANSOM Cloud Evidence Group and Cyberbullying Group member (T-CY representative)	Director Technology and Analysis Criminal Law Policy Section Department of Justice Canada
DOMINICAN REPUBLIC	Claudio PEGUERO Cloud Evidence Group member (T-CY representative) APOLOGISED	Adviser to the chief of Police in ICT National Police
ESTONIA	Markko KÜNNAPU Cloud Evidence Group and Cyberbullying Group member (T-CY representative)	Adviser Criminal Policy Department Ministry of Justice
MAURITIUS	Karuna Devi GUNESH- BALAGHEE Cloud Evidence Group member (T-CY representative)	Parliamentary Council
NORWAY	Eirik TRØNNES HANSEN Cloud Evidence Group and Cyberbullying Group member (T-CY delegate)	Prosecutor Kripos
PORTUGAL	Pedro VERDELHO Cloud Evidence Group member (T-CY representative)	Public Prosecutor General Prosecutor's Office of Lisbon Procuradoria Geral da Republica
SRI LANKA	Jayantha FERNANDO Cloud Evidence Group member (T-CY representative)	Director ICTA

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
SWITZERLAND	Andrea CANDRIAN Cloud Evidence Group member (T-CY representative)	Stv. Chef International Criminal Law Unit Federal Office of Justice
UKRAINE	Oleksii TKACHENKO Cloud Evidence Group member (T-CY representative)	International Relations officer Cyber Department SBU

2. Parties

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
ALBANIA	Diana STILLO SILA (T-CY representative)	Head of Unit Department of Foreign Jurisdiction Relations
ALBANIA	Hergis JICA	Commissioner Cybercrime Unit Albanian State Police
ALBANIA	Arqilea KOÇA	Prosecutor (chef of the sector) Cybercrime Sector Task –Force Department General Prosecution Office of Albania
ANDORRA	Joan FORNER ROVIRA	Représentant Permanent Adjoint
ARMENIA	Armen ABRAHAMYAN (T-CY representative)	Captain of police Senior Detective Division on Combating High- Tech Crimes GDCOC Police
ARMENIA	Artur MANUKYAN	Prosecutor of the Cybercrime Department Prosecutor General's Office
ARMENIA	Vahagn HARUTYUNYAN	Lieutenant Colonel Deputy Head of Hi-Tech crime division, Main department of combat against Organized Crime Police
AUSTRALIA	Briony DALEY WHITWORTH	Senior Legal Officer Communications Security and Intelligence Branch
AUSTRIA	Judith HESTER	Federal Ministry of Justice
AZERBAIJAN	Rail BAYRAMLI	Representative of State Security Service

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
BELGIUM	Frederik DECRUYENAERE (T-CY representative)	Attaché au Service des Infractions et Procédures Particulières Service Public Fédéral Justice
BOSNIA AND HERZEGOVINA	Branka BANDUKA (T-CY representative) APOLOGISED	Expert Adviser for combating organized crime Sector for combating terrorism, organized crime, corruption, war crimes and misuse of narcotics
BOSNIA AND HERZEGOVINA	Nedžad DILBEROVIĆ	Adviser, Section NBC Interpol, Directorate for Coordination of Police Bodies of Bosnia and Herzegovina
BOSNIA AND HERZEGOVINA	Darko SOLDAT	Prosecutorial Assistant Legal Associate for Organized Crime Prosecutor's Office of Bosnia and Herzegovina
BULGARIA	Mihail DRAGODANOV	Inspector CyberCrime Unit General Directorate Combating Organized Crime Ministry of Interior
CANADA	Erin MCKEY	Senior Counsel International Assistance Group Department of Justice Government of Canada
CANADA	Gareth SANSOM T-CY Bureau, Cloud Evidence Group and Cyberbullying Group member (T-CY representative)	Director Technology and Analysis Criminal Law Policy Section Department of Justice Canada
CANADA	Dominic ARPIN	Cybercrime Coordinator International Crime and Terrorism Division (IDT)
CANADA	Robert M. YOUNG	Legal Officer Criminal, Security and Diplomatic Law Division (JLA) Global Affairs Canada
CHILE	Pablo CASTRO	Subdirector para Seguridad Internacional Ministerio de Relaciones Exteriores Dirección de Seguridad Internacional y Humana Santiago

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
CHILE	Antonio SEGOVIA ARANCIBIA	Director Unidad de Cooperacion internacional y Extradiciones (UCIEX) National Prosecutor's Office
CROATIA	Ivan MIJATOVIC (T-CY delegate)	High-tech Crime Department National Police Office for Suppression of Corruption and Organized Crime
CYPRUS		
CZECH REPUBLIC	Lenka HABRNÁLOVÁ (T-CY representative)	International Cooperation and EU Department Ministry of Justice
DENMARK	Mark ØRBERG	Head of Section The Danish Ministry of Justice Criminal Law Division
DOMINICAN REPUBLIC	Claudio PEGUERO T-CY Bureau and Cloud Evidence Group member (T-CY representative) APOLOGISED	Advisor to the chief of Police in ICT National Police
DOMINICAN REPUBLIC	Wellington BENCOSME	Minister Counselor, Director for Bilateral Relations Ministry of Foreign Affairs
DOMINICAN REPUBLIC	Cesar MOLINE	Head of Competition Policy Institution INDOTEL
DOMINICAN REPUBLIC	Carlos RAMIREZ Castaño	Head of the Cybercrime Investigation Division National Department of Investigations (DNI)
ESTONIA	Markko KÜNNAPU T-CY Bureau, Cloud Evidence Group and Cyberbullying Group member (T-CY representative)	Adviser Criminal Policy Department Ministry of Justice
FINLAND	Janne KANERVA (T-CY representative)	Counsellor of Legislation Legislative Affairs Ministry of Justice
FINLAND	Jouko HUHTAMÄKI	Ministerial Adviser Ministry of the Interior, Police department

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
FRANCE	Sylvain BRUN (T-CY delegate)	Adjoint au chef de OCLCTIC (National Cybercrime Unit) Sous-direction de la lutte contre la cybercriminalité Direction centrale de la police judiciaire Direction générale de la police nationale Ministère de l'Intérieur
FRANCE	Raphaële BAIL	Magistrate Deputy head of the European and international negotiations in criminal matters Directorate for criminal affairs and pardons Ministry of justice
GEORGIA	Tornike MARGIANI	Chief Specialist at the North- Atlantic Integration Division, International Relations Department, Ministry of Internal Affairs
GEORGIA	Givi BAGDAVADZE	Head of International Relations Division Legal Support Department Prosecutor's Office, Ministry of Justice of Georgia
GEORGIA	David GABEKHADZE	Chief Inspector of Operative- Technical Department, State Security Service
GERMANY	Stefan ZIMMERMANN	Staff Counsel Division for Criminal Law Suppression of Economic Crime, Computer Crime, Corruption-related Crime and Environmental Crime Federal Ministry of Justice and Consumer Protection
GERMANY	Susanne MÜNCH	RB3 Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz
GREECE	Theofilos ZAFEIRAKOS	Adjoint au Représentant Permanent Permanent Delegation of Greece to the Council of Europe
GREECE	Georgios SKEMPERIS	Adjoint au Représentant Permanent Permanent Delegation of Greece to the Council of Europe
HUNGARY	Anita SZIROTA	Policy Officer Ministry of Interior Department of European Cooperation

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
ICELAND		
ISRAEL	Haim WISMONSKY (T-CY Representative)	Director, Cybercrime Department Israeli State Attorney's Office
ISRAEL	NaomI ELIMELECH SHAMRA	Deputy Director Treaties Department Office of the Legal Advisor Ministry of Foreign Affaires
ISRAEL	Galit GREENBERG	Senior Deputy to the State Attorney Department of International Affairs
ISRAEL	Liat KILNER	Superintendent Israeli Police, Legal advisor National Cyber Crime Unit
ISRAEL	Elad BILIBAUM	Superintendent Israeli Police National Cyber Crime Unit
ITALY	Francesco CAJANI Cloud Evidence Group member (T-CY representative)	Deputy Public Prosecutor High Tech Crime Unit Court of Law in Milan
JAPAN	Naoki WATANABE	Senior Attorney, Criminal Affairs Bureau, Ministry of Justice
JAPAN	Kaori MIICH	Attorney, Criminal Affairs Bureau, Ministry of Justice
JAPAN	Shun KITAGAWA	Consul, Consulate-General of Japan in Strasbourg
LATVIA	Aleksandra TUKISA (T-CY delegate)	International Cooperation Bureau
LATVIA	Martinš BRIŽS	Deputy Head of 3rd Unit of the Economic Crime Enforcement Department (Cybercrime Unit), State police of Latvia
LIECHTENSTEIN	Dominic SPRENGER (T-CY representative)	Office for Foreign Affairs
LIECHTENSTEIN	Michael JEHLE	Juge
LITHUANIA	Lilija OMELJANČUK Cyberbullying Group member (T-CY representative) APOLOGISED	Chief Investigator of the 1st Division of Cybercrime Investigation Board of the Lithuanian Criminal Police Bureau Vilnius
LUXEMBOURG	Catherine TRIERWEILER (T-CY representative) APOLOGISED	Attachée d'administration au Ministère de la Justice à Luxembourg
MALTA		

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
MAURITIUS	Karuna Devi GUNESH-BALAGHEE Bureau and Cloud Evidence Group member (T-CY representative)	Parliamentary Council
MAURITIUS	Diya BEESOONDOYAL	Senior State Counsel Attorney General's Office
MAURITIUS	Bhooneshwari KISSOON-LUCKPUTTYA	Deputy Permanent Secretary Ministry of TCI
MAURITIUS	Gobinduth MUNGUR	Police officer Police IT Unit of the Mauritius Police Force
MOLDOVA	Veaceslav SOLTAN (T-CY representative)	Prosecutor Chief of Department on Information Technology and Cybercrime Investigation
MOLDOVA	Alexandr FITI	Chief of Information Security Section Centre for Combating Cybercrime General Inspectorate of Police Ministry of Internal Affairs
MONACO	Hervé POINOT (T-CY representative)	Procureur Général Adjoint
MONACO	Gabriel REVEL	Adjoint au Représentant Permanent Représentation Permanente de Monaco auprès du Conseil de l'Europe
MONTENEGRO	Ognjen MITROVIC	Ministry of Justice of Montenegro
MONTENEGRO	Milos SOSKIC	State Prosecutor High State Prosecutor's Office in Podgorica
MONTENEGRO	Jakša BACKOVIĆ	Head of Unit for Anti-High Tech Crime in the Department for the fight against organised crime and corruption, Ministry of Interior - Police Directorate
NETHERLANDS	Erik PLANKEN T-CY Chair, Cloud Evidence Group and Cyberbullying Group member (T-CY representative)	Senior Policy Advisor Cybercrime Law Enforcement Department
NETHERLANDS	Joost RAEVEN	Ministry of Security and Justice Law Enforcement Directorate
NORWAY	Knut Jostein SÆTNAN (T-CY representative)	The Ministry of Justice and Public Security

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
NORWAY	Eirik TRØNNES HANSEN T-CY Bureau, Cloud Evidence Group and Cyberbullying Group member (T-CY delegate)	Prosecutor Kripos
PANAMA	Ricaurte D. GONZALEZ TORRES APOLOGISED	Senior Prosecutor for Crimes related to Intellectual Property and Information Security
POLAND	Michał ZALEWSKI	Wydział dw. z Cyberprzestępczością Biuro Służby Kryminalnej Komendy Głównej Policji
PORTUGAL	Pedro VERDELHO T-CY Bureau and Cloud Evidence Group member (T-CY representative)	Public Prosecutor General Prosecutor's Office of Lisbon Procuradoria Geral da Republica
ROMANIA	Ioana ALBANI Cloud Evidence Group member (T-CY delegate)	Deputy Chief-Prosecutor Directorate for Investigating Organised Crime and Terrorism Prosecutor's Office attached to the High Court of Cassation and Justice
ROMANIA	Cristina SCHULMAN T-CY Vice-Chair, Cloud Evidence Group and Cyberbullying Group member (T-CY representative)	Legal adviser Department for International Law and Judicial Cooperation Ministry of Justice
SENEGAL	Papa Assane TOURE	Secrétaire général Adjoint du Gouvernement Primature du Sénégal
SENEGAL	El Hadji Gormack TALL	Avocat Général près la Cour D'Appel de Dakar
SENEGAL	Ibrahima DIOP	Commissaire de Police Chef de la Division des Investigations Criminelles Ministère de l'Intérieur
SENEGAL	Amadou SEYDI	Procureur de la République adjoint au Tribunal de grande instance Hors Classe de Dakar
SERBIA	Branko STAMENKOVIC APOLOGISED	Deputy Public Prosecutor Prosecutors Office of the Republic of Serbia

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
SLOVAKIA	Jan KRALIK (T-CY representative)	Senior State Counsellor International Law Department Judicial Cooperation in Criminal Matters Division Ministry of Justice of the Slovak Republic
SLOVAKIA	Branislav KADLECIK Cyberbullying Group member	General State Counsellor Office of the Minister Human Rights Division Ministry of Justice
SLOVENIA	Tomaž JAKSE	Senior Criminal Police Inspector – Specialist Computer Investigation Centre
SPAIN	Maria Elvira TEJADA DE LA FUENTE (T-CY representative)	Head Cybercrime Prosecutor's Office
SPAIN	Jose DURAN	Major - Spanish Guardia Civil Criminal Police Branch Criminal Intelligence Unit – High Tech Crime Group
SPAIN	Jose Marie MARTIN DIEZ	National police
SRI LANKA	Jayantha FERNANDO Bureau and Cloud Evidence Group member (T-CY representative)	Director ICTA
SRI LANKA	Roshan Chandraguptha GALABADA LIYANAGE	Principal Information Security Engineer Sri Lanka CERT
SRI LANKA	Hon Justice Preethi SURASENA	His Lordship the Chief Justice Court of Appeal
SWITZERLAND	Andrea CANDRIAN T-CY Bureau and Cloud Evidence Group member (T-CY representative)	Stv. Chef, International Criminal Law Unit Federal Office of Justice
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"	Vladimir MILOSHESKI (T-CY representative)	Public Prosecutor Basic Public Prosecutor's Office
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"	Marjan STOILKOVSKI	Head of the Sector for Computer Crime and Digital Forensics
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"	Toni JANKOSKI	Head of Department Financial Crime Ministry of Interior

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
TONGA	Aminiasi KEFU (T-CY representative)	Acting Attorney General and Director of Public prosecution
TONGA	Paula Palavilala LATAPU	System Analyst MEIDECC
TONGA	Kalisi Kafoatu TOHIFOLAU	Superintendent Tonga Police
TURKEY	Ibrahim OZDEMIR	Deputy Inspector International Operations Department of Cyber Crime Turkish National Police
TURKEY	Meral GOKKAYA	Investigating Judge General Directorate of Criminal Affairs Ministry of Justice
TURKEY	Kansu KARA	Ministry Of Justice
UKRAINE	Oleksii TKACHENKO T-CY Bureau and Cloud Evidence Group member (T-CY representative)	International Relations officer Cyber Department SBU
UKRAINE	Artem NIKITIN	Prosecutor of the Division of Legal Assistance Department of International Legal Cooperation General Prosecutor's Office
UNITED KINGDOM	Daniel GRUBB	Cybercrime policy Home Office, London
USA	Albert C. REES JR.	Senior Counsel International Programs Computer Crime & Intellectual Property Section United States Department of Justice
USA	Laura-Kate BERNSTEIN	Trial Attorney Computer Crime & Intellectual Property Section Criminal Division United States Department of Justice
USA	Kenneth HARRIS	Associate Director Office of International Affairs Criminal Division United States Department of Justice
USA	Thomas S. DOUGHERTY	Regional Legal Advisor for Cybercrime U.S. Department of Justice Office of Overseas Prosecutorial Development

3. Etats observateurs

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
ARGENTINA	Marcos SALT (T-CY representative)	Prof. Criminal Law University of Buenos Aires Academic Director National Program on computer Related Crime Ministry of Justice
COLOMBIA	Laura Victoria DÍAZ HENAO	Crime Prevention Office, at the Directorate of Political Multilateral Affairs Ministry of Foreign Affairs
COSTA RICA	Adalid MEDRANO (T-CY delegate) APOLOGISED	Abogado & Consultor en Nuevas Tecnologías
GHANA	Yvonne ATAKORA OBUOBISA	Ag. Director of Public Prosecutions Division Attorney-General's Dept Prosecutions
GHANA	Joe ANOKYE	Director General National Communications Authority / GLACY + (Ghana) National Coordinator National Communications Authority
GHANA	Vincent Sowah ODOTEI	Deputy Minister of Communications Ministry of Communications
GHANA	Godfred DAME	Deputy Attorney General Ministry of Justice
IRELAND	Conor NELSON	Justice Attaché Permanent Representation of Ireland to the Council of Europe
MEXICO	Santiago OÑATE LABORDE (T-CY representative)	Observateur Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe
MEXICO	Lorena ALVARADO QUEZADA	Adjointe à l'Observateur Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe
MEXICO	Juan AVENDAÑO LARA	Adjointe à l'Observateur Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe
MOROCCO	Abdeljalil TAKI (T-CY representative)	Ministère de l'Intérieur DGST
MOROCCO	Layla EZZOUINE	Chef du Service de lutte contre la criminalité liée aux nouvelles technologies Direction Générale de Sûreté Nationale / Direction de la Police Judiciaire

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
MOROCCO	Hamza ES SAID	Magistrat détaché Ministère de la Justice et des Libertés
MOROCCO	Abderrahman ELLAMTOUNI	Juge détaché chef de service des infractions économiques et financières Direction des Affaires pénales et des grâces
PARAGUAY	Irma LLANO	National Prosecutor Specialized National Cybercrime Unit Attorney General's Office Republic of Paraguay
PERU	Marcos Ivan GALVAN RAMOS	Specialist Attorney General Direction of Criminal and Penitentiary Policy
PHILIPPINES	Jed Sherwin UY (T-CY representative)	Director Office of Cybercrime Department of Justice
PHILIPPINES	Erickson BALMES	Undersecretary Department of Justice
PHILIPPINES	Emmanuel CAPARAS	Department of Court Technology Chairman Philippine Judicial Academy
PHILIPPINES	Martini CRUZ	Supervising Agent Department of Justice – National Bureau of Investigation
RUSSIAN FEDERATION	Konstantin KOSORUKOV	Head of Division Legal Department of the Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation
RUSSIAN FEDERATION	Anton MARKOVSKIY	Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe
RUSSIAN FEDERATION	Andrey YARNYKH	Head of GR and Strategic Projects Kaspersky Labs LLC
RUSSIAN FEDERATION	Vesta MATVEEVA	Chief Expert for Computer Criminalistics Group-IB
SAN MARINO		
SOUTH AFRICA		
SWEDEN	Mikael KULLBERG APOLOGISED	Rättssakkunnig Åklagarenheten Justitiedepartementet Regeringskansliet

4. Observateurs pays Ad-Hoc

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
BELARUS	Aleksandr SUSHKO	Head of High Tech Crime and Intellectual Property Department Investigative Committee
BELARUS	Vadzim USTSINOVICH	Head of High Tech Crime Department Ministry of Internal Affairs of the Republic of Belarus
CABO VERDE	Franklin Afonso FURTADO	Deputy Public Prosecutor General Prosecutor's Office of Cabo Verde Procuradoria Geral da República Praia
JORDAN	Abdel Majid Mohammed AL-ADWAN	Legal Advisor at the Legal Department of the Jordanian Ministry of Foreign Affairs
MALAYSIA	Azalina Binti OTHMAN	Minister in the Prime's Department
MALAYSIA	Zauyah Be Binti T LOTH KHAN	Solicitor General II Attorney General's Chambers
MALAYSIA	Danesh CHANDRAN VELAITHAM	Special Functions Officer to YB Dato' Sri Azalina Othman Said Prime Minister's Department Government of Malaysia
MALAYSIA	Thiyagu GANESAN	Special legal officer to Yb Dato' Sri Azalina Othman Said Minister in the prime minister's department
MALAYSIA	Suraiya Rawas Binti MOHSIN	Chief Executive Officer AOS foundation
MALAYSIA	Zulkarnain Mohd YASIN	Chief Officer Network Security and Enforcement Sector Malaysian Communications and Multimedia Commission
MALAYSIA	Norsalimi Binti SHALEH	Assistant Director Cyber and Space Security Division National Security Council Prime Minister's Department
MALAYSIA	Shariffah Rashidah Binti SYED OTHMAN	Principal Assistant Secretary Cyber and Space Security Division National Security Council Prime Minister's Department
MALAYSIA	Julia Binti IBRAHIM	Deputy Public Prosecutor Attorney General's Chambers
NEW ZEALAND	Richard SCHMIDT	General Manager Criminal Justice Ministry of Justice

NIGERIA	George-Maria TYENDEZWA TERLUMUN	Assistant Director Head Cybercrime Prosecution Unit Ministry of Justice
TUNISIA	Mohamed MESSAI	Conseiller à la Cour d'Appel de Tunis

5. Organisations observatrices

ORGANISATION	NAME	POSITION
AFRICAN UNION COMMISSION (AUC)		
COMMONWEALTH	Emma THWAITE	Assistant Legal Officer Rule of Law Division Commonwealth Secretariat
EUROPEAN UNION DG Home	Tjabbe BOS	DG Migration and Home Affairs Unit D2 – Fight against organised crime 1049 Brussels, Belgium T +32 229 87113
EUROPEAN UNION Council of the EU	Monika KOPCHEVA	Political Administrator Council of the European Union General Secretariat DH D 2C Justice and Home Affairs
EUROPEAN UNION EUROPOL (EC3)	Francesca MERLETTI	EC3 European Cybercrime Centre Outreach and Support Team
EUROPEAN UNION ENISA	Silvia PORTESI	Research and Analysis Expert ENISA European Union Agency for Network and Information Security
EUROPEAN UNION EUROJUST	Daniela BURUIANA APOLOGISED	Chair of the Task Force on cybercrime Eurojust National member for Romania
G7 Group's High-Tech Crime Subgroup		
INTERPOL	Takayuki OKU	Assistant Director of the Digital Crime Investigative Support Cybercrime Directorate
International Telecommunication Union (ITU)		
ORGANIZATION OF AMERICAN STATES (OAS)	Rodolfo ORJALES	President Group of Experts on Cybercrime
OECD		
OSCE		
UNODC	Neil J. WALSH APOLOGISED	Chief Global Programme on Cybercrime Organized Crime and Illicit Trafficking Branch Division for Treaty Affairs United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC)

6. Experts du Conseil de l'Europe

ORGANISATION	NAME	POSITION
CONSULTANT	Betty SHAVE	Consultant

7. Comités du Conseil de l'Europe

COMMITTEES	NAME	POSITION
CDMSI (Steering Committee on Media and Information Society)	Emir POVLAKIĆ	Head of Division for Licensing, Digitalization and Coordination in Broadcasting, Communications Regulatory
CDPC (European Committee on Crime Problems)	APOLOGISED	
PC-OC (Committee of Experts on the Operation of European Conventions on Co-operation in Criminal Matters)	Gabriela BLAHOVA	Director of the International Department for Criminal Matters

8. Secrétariat du Conseil de l'Europe

Name	Details
Gabriella BATTAINI-DRAGONI	Deputy Secretary General of the Council of Europe
Patrick PENNINCKX	Head of Media, Information Society, Data Protection and Cybercrime Department Information Society and Action against Crime Directorate, Directorate General Human Rights and Rule of Law
Alexander SEGER	Executive Secretary of the Cybercrime Convention Committee Head of Cybercrime Division Head of Cybercrime Programme Office (C-PROC) Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Sophie KWASNY	Head of Unit Data Protection Unit Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General of Human Rights and Rule of Law
Mariana CHICU	Programme Manager Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Marie AGHA-WEVELSIEP	Programme Officer Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General of Human Rights and Rule of Law
Alexandru FRUNZA	Programme Officer Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General of Human Rights and Rule of Law

Matteo LUCCHETTI	Programme Manager Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Manuel PEREIRA	Programme Manager Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Pierluigi PERRI	Programme Officer Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General of Human Rights and Rule of Law
Oana CRUSMAC	Project assistant Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Georgeta MUREANU	Project assistant Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Valérie SCHAEFFER	Project Assistant Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Oana TARUS	Project assistant Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law

9. Interprètes

Cynera JAFFREY
Christopher TYCZKA
Chloé CHENETIER
Jean-Jacques PEDUSSAUD
Sergio ALVAREZ